

SNTRS



CNRS-INRIA
INSERM-IRD
INED-INRETS-
INRP

En bref...

SNTRS-CGT - 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33
Courrier électronique : snttrscgt@vjf.cnrs.fr - - Site web : <http://snttrscgt.vjf.cnrs.fr>

Numéro 226 du 13 avril 2010

Communiqué de presse du SNTRS-CGT

Le CNRS délocalise les données personnelles de ses salariés à l'étranger !

Le 17 décembre 2009, le CNRS a signé un contrat d'un montant de 48 millions d'euros, attribuant, pour une durée de 6 ans, la maintenance et l'infogérance de son système d'information aux sociétés Capgemini, Logica, et Bull. Ainsi, le système d'information comptable et budgétaire (applications BFC) d'une part et le système d'information pour la Gestion des Ressources Humaines et de la Paie (Sirhus) d'autre part, se retrouvent entièrement externalisés. Cette externalisation, dans la droite ligne de la RGPP, conduit à la remise en cause de nombreux emplois de fonctionnaires à la Direction des Systèmes Informatiques (DSI) du CNRS. Par ailleurs la gestion du personnel mise en place depuis plusieurs mois dans ce service ressemble beaucoup à ce qui s'est passé à France Télécom quand cette entreprise a cherché à se débarrasser de ses fonctionnaires (autoritarisme, mépris des salariés, harcèlement).

Les sociétés Capgemini, Logica, et Bull, possèdent des filiales au Maroc. Elles auraient obtenu le contrat d'infogérance SAP du CNRS, stipulant l'externalisation d'une partie de leurs activités au sein de leurs filiales marocaines. Il s'agit d'une décision inédite qui permet de sortir du pays les données personnelles de 32 000 salariés gérées par l'État.

La richesse scientifique et intellectuelle du CNRS, son potentiel technique et humain peuvent susciter des convoitises de la part de puissances étrangères. Comment le Centre National de la Recherche Scientifique, peut-il envisager d'exporter des données sensibles hors du territoire national et hors de la communauté européenne? Les données personnelles font l'objet d'une protection et ne peuvent être communiquées que dans des conditions strictement encadrées juridiquement, en particulier en cas de transfert hors du territoire et de la communauté européenne, (articles 32 et 69 de la loi Informatique et Libertés).

Pourquoi le premier organisme public de recherche externalise-t-il ses emplois et accepte-t-il que ses sous traitants les délocalisent ? C'est une première dans la Fonction Publique. Jusqu'où nous entrainera la logique des économies budgétaires de l'Etat et de la réduction des déficits publics? Faut-il menacer l'intégrité du patrimoine scientifique français, au nom de la réforme de l'Etat ? Cette logique met en cause la sécurité nationale.

Le SNTRS-CGT ne peut l'accepter. Il enjoint la Direction générale du CNRS de rapatrier en France les activités d'infogérance et de réintégrer BFC et Sirhus au CNRS. Les emplois d'informaticiens et les gestionnaires sont indispensables pour que le CNRS conserve son rôle fondamental dans l'organisation de la recherche publique. Il faut que la DSI du CNRS dispose des personnels qualifiés afin de conserver la maîtrise complète de ses systèmes d'information.

Le SNTRS-CGT, avec les autres organisations de la CGT, interpellera les différents ministères concernés par cette affaire.

Villejuif le 12 avril 2010